

Philippe TREMBLAY  
vice-président, juge des libertés et de la  
détenction

N°RG : N° RG 20/01033 -  
N° Portalis DBYB-W-B7E-MY2R

Minute n° : 20/00810

Nous Philippe TREMBLAY, Vice-président au tribunal judiciaire de Montpellier, Juge des libertés et de la détenction assisté de Julie BARALE, greffier,

Vu la décision de réadmission en soins psychiatriques contraints prise par le directeur de l'hôpital de Montpellier en date du 10 septembre 2020 ,

concernant : **Monsieur I**  
né le 24 Septembre 1982  
/S cureatelle renforcée de l'APSH 34  
284 avenue du Pr JL Viala  
34193 MONTPELLIER CEDEX 5

Vu la saisine en date du 16 Septembre 2020 de **M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE** et les pièces jointes à la saisine,

Vu les avis d'audience adressés le 17 Septembre 2020 à :

- Monsieur le Procureur de la République
- **M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE**
- **Association APSH 34. (curatrice Madame Audrey ADICEOM)**
- **Monsieur**

Vu l'avis de monsieur le Procureur de la République en date du 18 Septembre 2020,

Après avoir entendu le 21 septembre 2020, dans les locaux spécialement aménagés de l'hôpital, **Monsieur** assisté de Me Zohra TAKROUNI, avocat désigné d'office,

Vu les observations présentées oralement et par écrit par Me Zohra TAKROUNI,

L'avocat de l'intéressé a consulté la procédure et s'est entretenu librement avec **Monsieur**

L'intéressé a été informé qu'il peut lui-même consulter la procédure.

L'intéressé déclare :

Je suis à l'hôpital parce que j'étais un peu fatigué et qu'il y avait des suspicions de dégradations de mon état. Mon psychiatre référent, le Dr THIEBAULT a décidé de me faire interner.

Lecture est faite du certificat médical d'admission.

Des fois, je suis fatigué, c'est pour ça que je n'y vais pas.

Mention : Propos non compris.

J'ai mis un coup dans la boîte aux lettres, mais elle n'avait rien. Le rétroviseur n'avait rien non plus. J'ai donné le numéro de ma curatrice à mon gardien pour qu'ils se mettent en relation pour régler ces problèmes mais le rétroviseur n'avait rien du tout.

Non, cet acte n'avait rien à voir avec ma maladie. Je suis quand même un homme.

Le Dr Michel il en a marre de ne pas me voir en entretien, voilà.

Depuis que je suis ici, c'est difficile. Je me sens mieux parce qu'à des moments je discute avec des gens et je passe des moments agréables, c'est tout.

Lecture est faite du certificat médical de situation du 11/09.

Il y a plus d'un an, j'ai cassé la vitre de chez moi parce que j'avais la tête comme un radar.

Lecture est faite de l'avis médical motivé du 15/09.

Non, je ne suis pas coupé de la réalité, mais j'ai des faiblesses.  
Non, je ne sais pas que je suis schizophrène, je pense plutôt que je suis psychopathe mais comme je suis soigné je deviens schizophrène.

Mention : *Propos non compris.*

Pour moi, psychopathe, il a conscience de la réalité mais il fait n'importe quoi. Psychopathe, c'est quelqu'un qui accepte pas la loi et qui dit aux gens que c'est lui qui a raison.  
*Sur la demande de maintien en hospitalisation complète :* Moi, je préfère partir.

Entendu le conseil de l'intéressé en ses observations (dépôt de conclusions écrites *in limine litis* visées du greffier):

- Absence de délégation de signature des signataires.
- Différentes signatures, est-ce bien elles qui ont signé ?
- Absence de notification des décisions prises avant la réadmission et absence d'observations.
- Absence de notification de la décision de modification de la forme de prise en charge, de la décision de réadmission.
- Absence d'information des droits.
- Absence d'information du tiers. Grief : absence de possibilité pour le tiers de saisir le JLD.
- De nombreuses décisions sont prises au delà du mois et des 3 jours légaux.
- Absence de convocation du curateur.

L'intéressé déclare :

Je pense que tout a été dit.

La décision est mise en délibéré au 21 septembre 2020 après-midi.

### **MOTIFS DE LA DÉCISION**

L'article L3211-3 a) du code de la santé publique dispose que toute personne faisant l'objet de soins psychiatriques sans consentement est informée le plus rapidement possible et d'une manière appropriée à son état de la décision d'admission et de chacune des décisions prononçant le maintien des soins.

L'article L3216-1 du même code dispose que l'irrégularité affectant une décision administrative de soins sans consentement n'entraîne la mainlevée de la mesure que s'il en est résulté une atteinte aux droits de la personne qui en faisait l'objet.

L'avocate du patient indique notamment que les notifications et informations sont manquantes.

Il ressort, en effet, de la procédure que l'information du mois de janvier 2020 n'est pas produite tandis que les notifications et informations des mois de février à août suivants ne le sont pas non plus.

Ce patient a, notamment, été privé de la possibilité de former un recours qui aurait pu entraîner la mainlevée de cette hospitalisation ou de ce programme de soins.

Le grief apparaît, ainsi, caractérisé.

Il convient, par conséquent, d'ordonner la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète dans un délai maximal de 24 heures.

### **EN CONSEQUENCE**

Statuant publiquement et en premier ressort,

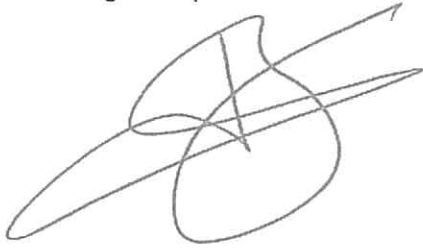
Rejetons la demande de maintien en hospitalisation complète formulée par M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE à l'égard de Monsieur et  
ORDONNONS la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète dans un délai maximal de 24 heures (art L3211-12 III du Code de la santé publique)

Rappelons que le Procureur de la République dispose d'un délai de 6 heures à compter de la notification pour faire appel de la décision de la mainlevée.


Rappelons qu'appel peut être interjeté de cette décision dans un délai de dix jours de sa notification, par déclaration écrite motivée transmise par tout moyen au greffe de la cour d'appel.

Ainsi rendue le 21 Septembre 2020 par Philippe TREMBLAY, Vice-président, juge des libertés et de la détention assisté de Julie BARALE, greffier qui l'ont signée.

Le greffier,

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Le juge des libertés et de la détention

A handwritten signature in black ink, featuring a large, elongated oval shape with a horizontal line passing through it.

Mentions de notification le 21 Septembre 2020 :

- Monsieur le Directeur de l'établissement par courriel
- **N** par l'intermédiaire du CHU
- Me , par courriel
- L'APSH 34 par courriel
- Monsieur le Procureur de la République